

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

RECYCL AUTOS

Rue de la Noye
Zone Artisanale
90170 ANJOUTEY

Références : UID25/70/90/SPR/LL/2022-0811a
Code AIOT : 0003301649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement RECYCL AUTOS implanté Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 ANJOUTEY. L'inspection a été annoncée le 10/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à une mise en demeure de l'exploitant, ainsi qu'à la signature d'un APC et des travaux de modifications en découlant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCL AUTOS
- Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 ANJOUTEY
- Code AIOT : 0003301649
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

L'ensemble de l'installation a été visité, et certains points notables ont été contrôlés (réentions, collecte des effluents, points relevant de l'APMD).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement APMD
- Eaux de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation était propre et bien tenue le jour de l'inspection, avec une très nette amélioration sur la propreté des sols et la gestion de stocks de façon générale par rapport à d'anciennes visites. Les différentes zones de l'installation sont bien identifiables et le circuit de dépollution est optimisé en terme logistique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de l'APMD	AP de Mise en Demeure du 26/07/2022, article 2	/	Sans objet
2	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
3	Rétentions.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il est apparu que les travaux autorisés par l'APC du 15/04/22 ont été effectués et sont conformes au dossier de modification. Les points relevant de la mise en demeure ont été pris en compte. Il n'a pas été constaté de non conformité sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 1.3.2 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2018 susvisé, et ce dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté (les dispositions constatées comme des non-conformités sont reprises ci-dessous) : «III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : • Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. [...] • Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. • [...]»
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a pris les disposition nécessaire pour se mettre en conformité avec l'APMD. Il n'a pas été constaté de pièces ou fluides issus de la dépollution soumises aux intempéries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a effectué les travaux afin d'étanchéifier l'ensemble du site et des zones de stockage afin de collecter la totalité des eaux de ruissellement pour les orienter vers le séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétentions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que tous les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols étaient placés sur des rétentions adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE 1 : PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE



Zone de stockage des VHU dépollués, entièrement étanchéifiée



Zone de stockage des VHU en attente de dépollution (pas de VHU à dépolluer lors de l'inspection).



Zone de pressage des VHU